



NOTE TRIMESTRIELLE DE CONJONCTURE

Deuxième trimestre 2025

APERÇU DES TENDANCES CONJONCTURELLES

Une bonne tenue de la croissance accompagnée d'un niveau des prix à la consommation soutenable.

Le deuxième trimestre 2025 est marqué par une hausse du niveau général des prix à la consommation (+1,7%) en comparaison avec le premier trimestre de 2025. En rythme annuel, le niveau général des prix à la consommation est en hausse de 1,5%.

Le PIB réel connaît une timide croissance et s'affiche à +0,3% en rythme trimestriel tout en poursuivant sa croissance en variation annuelle (+2,6%). Cette légère performance s'explique essentiellement par une hausse de la valeur ajoutée des secteurs primaire et tertiaire. La croissance dans le secteur primaire contribue à la croissance économique de 0,6 point de pourcentage, le tertiaire à 0,2 point de pourcentage, le secondaire à -1,3 point et les impôts et taxes nets sur les produits qui contribuent à hauteur de 0,8 point de pourcentage.

La production industrielle en volume enregistre une baisse de 0,7% au deuxième trimestre 2025 par rapport au trimestre précédent. Cette diminution est attribuable à la baisse simultanée de la production dans les industries extractives (-3,1%) et dans les industries manufacturières (-2,3%). En rythme trimestriel, la baisse de la production industrielle est ressortie à 1,8%.

Les échanges extérieurs de biens se sont caractérisés par un solde excédentaire et en amélioration par rapport au trimestre précédent en lien avec une progression des exportations (+13,5%). Par contre, l'or qui est le principal produit d'exportation du pays (87,0% du total des exportations de biens) a vu sa production industrielle régresser de 18,6% en glissement trimestriel et de 15,6% en glissement annuel.

L'exécution des opérations financières de l'Etat, fait ressortir un solde net de gestion excédentaire. Les recettes totales au deuxième trimestre progressent de 6,0% en comparaison avec le deuxième trimestre de 2024. Les dépenses totales croissent de 0,8% sur la même période en rythme annuel. A fin juin 2025, il ressort un besoin de financement de 239,7 milliards de FCFA en amélioration de 80,1 milliards de FCFA comparativement à fin juin 2024.

1. Environnement international

Une résilience précaire dans un environnement toujours incertain

La croissance mondiale devrait atteindre 3,0 % en 2025 et 3,1 % en 2026. Les prévisions pour 2025 sont supérieures de 0,2 point de pourcentage aux prévisions de référence des Perspectives de l'économie mondiale (PEM) d'avril 2025 et supérieures de 0,1 point de pourcentage pour 2026. En effet, les achats avancés ont été plus importants que prévu en anticipation de la hausse des droits de douane ; les droits de douane moyens effectivement imposés par les États-Unis ont été inférieurs à ce qui avait été annoncé en avril ; les conditions financières se sont améliorées, notamment en raison d'un affaiblissement du dollar ; et certains grands pays ont connu une expansion budgétaire. Au niveau mondial, l'inflation globale devrait être ramenée à 4,2 % en 2025 et 3,6 % en 2026, suivant ainsi une trajectoire analogue à celle prévue en avril. Cette situation générale masque des différences marquées entre les pays, les prévisions tablant sur une inflation qui restera supérieure à l'objectif aux États-Unis et sera plus modérée dans d'autres grandes économies.

Les risques qui pèsent sur les perspectives sont orientés à la baisse, tout comme l'indiquait l'édition d'avril 2025 des PEM. Un rebond des droits de douane effectifs pourrait ralentir la croissance. Une incertitude accrue pourrait commencer à peser davantage sur l'activité, surtout si les dates butoirs avant de nouvelles hausses des droits de douane sont franchies sans que des progrès sensibles soient enregistrés sur des accords solides et permanents. Des tensions géopolitiques risquent de perturber les chaînes d'approvisionnement mondiales et de faire monter les cours des produits de base. Un creusement des déficits budgétaires ou un accroissement de l'aversion pour le risque pourrait relever les taux d'intérêt à long terme et durcir les conditions financières mondiales. Conjuguée aux craintes de fragmentation, cette situation pourrait raviver la volatilité des marchés financiers. Du côté positif, la croissance mondiale pourrait se dynamiser si les négociations commerciales débouchent sur un cadre prévisible et une diminution des droits de douane. Les politiques publiques doivent instaurer confiance, prévisibilité et viabilité en calmant les tensions, en préservant la stabilité des prix et du système financier, en reconstituant les marges de manœuvre budgétaires et en appliquant les réformes structurelles indispensables.

Depuis les PEM d'avril 2025, l'incertitude est restée élevée, même si les droits de douane effectifs ont baissé (graphique 1). En particulier, le 12 mai, la Chine et les États-Unis se sont entendus pour diminuer, pendant 90 jours (soit jusqu'au 12 août), les droits de douane qui étaient montés en flèche après le 2 avril. La suspension des hausses des droits de douane imposées par les États Unis à la plupart de ses partenaires commerciaux devrait s'achever le 1^{er} août, alors que la date limite avait été fixée à l'origine au 9 juillet. Dans des courriers envoyés à certains partenaires commerciaux, l'administration américaine menace d'imposer des droits encore plus élevés que ceux annoncés le 2 avril. Des procédures judiciaires sont en cours aux États-Unis pour savoir si la loi sur les pouvoirs économiques en cas de crise internationale (International Emergency Economic Powers Act) peut servir de fondement juridique à l'imposition de droits de douane. Bien que l'adoption de la loi One Big Beautiful Bill Act (OBBBA), en juillet, ait précisé la trajectoire à court terme de la politique budgétaire des États-Unis, elle a accru l'incertitude quant à la viabilité budgétaire à plus long terme.

Dans les pays avancés, la croissance devrait atteindre 1,5 % en 2025 et 1,6 % en 2026. Aux États Unis, les droits de douane s'établissant à un niveau inférieur à ceux annoncés le 2 avril et les conditions financières s'assouplissant, l'économie devrait connaître une expansion de 1,9 % en 2025, soit 0,1 point de pourcentage de plus que dans les prévisions de référence d'avril, une partie étant compensée par une demande privée qui ralentit plus rapidement que prévu et un recul de l'immigration. La croissance devrait reprendre légèrement pour atteindre 2,0 % en 2026 ; elle devrait être stimulée à moyen terme par l'entrée en vigueur de la loi OBBBA principalement sous l'effet des incitations fiscales en faveur des investissements des entreprises. Ce taux est supérieur de 0,3 point de pourcentage aux prévisions de référence d'avril. Les services du FMI estiment que la loi OBBBA pourrait relever la production aux États-Unis d'environ 0,5 % en moyenne sur la période considérée dans les PEM et jusqu'à la fin de 2030, par rapport à un scénario de base sans ce train de mesures budgétaires.

Dans la zone euro, la croissance devrait s'accélérer pour s'établir à 1,0 % en 2025 et à 1,2 % en 2026. Les prévisions ont donc été révisées à la hausse de 0,2 point de pourcentage pour 2025, mais essentiellement en raison de la croissance robuste du PIB en Irlande au premier semestre de l'année, bien que ce pays représente moins de 5 % du PIB de la zone euro. La révision à la hausse pour 2025 s'explique par une augmentation historiquement forte des exportations de produits pharmaceutiques irlandais vers les États-Unis du fait des achats d'anticipation et de l'ouverture de nouveaux sites de production. Si l'on excluait l'Irlande, cette révision ne serait que de 0,1 point de pourcentage. Les prévisions pour 2026 sont inchangées par rapport à celles d'avril, les effets des mouvements d'anticipation s'estompant et l'économie se

développant à son rythme potentiel. La révision des engagements de dépenses dans le secteur de la défense devrait avoir des conséquences les années suivantes, car il est prévu que ces engagements augmentent progressivement pour atteindre leur niveau cible d'ici à 2035.

Dans d'autres pays avancés, la croissance devrait ralentir pour atteindre 1,6 % en 2025 et reprendre à 2,1 % en 2026. Dans certains cas, l'appréciation de la monnaie compense les effets favorables de conditions financières plus accommodantes, tandis que les droits de douane effectifs sont identiques ou légèrement plus élevés que dans les prévisions de référence des PEM d'avril en raison des nouveaux droits de douane imposés sur l'importation de pièces détachées automobiles en mai et du doublement des droits de douane sur l'acier et l'aluminium, en juin.

Dans les pays émergents et les pays en développement, la croissance devrait être de 4,1 % en 2025 et 4,0 % en 2026. La croissance de la Chine pour 2025 a été revue à la hausse (de 0,8 point de pourcentage) par rapport aux projections d'avril, à 4,8 %. Cette révision s'explique par une activité plus forte que prévu au premier semestre 2025 et par la baisse sensible des droits de douane États-Unis-Chine. L'évolution du PIB au premier trimestre 2025 à lui seul justifie de réviser mécaniquement à la hausse le taux de croissance sur l'année de 0,6 point de pourcentage. Une reprise de l'accumulation des stocks devrait compenser une partie des retombées des mouvements d'anticipation au deuxième semestre 2025. La croissance en 2026 a également été revue à la hausse de 0,2 point de pourcentage, à 4,2 %, toujours sous l'effet de la baisse des droits de douane effectifs. En Inde, la croissance devrait s'établir à 6,4 % en 2025 et 2026, ce chiffre ayant été légèrement révisé à la hausse pour les deux années, car la situation extérieure est plus rassurante que ce qui avait été prévu dans les prévisions de référence d'avril.

Dans la région Moyen-Orient et Asie centrale, la croissance devrait s'accélérer pour s'établir à 3,4 % en 2025, puis à 3,5 % en 2026. La croissance devrait être relativement stable en 2025 en Afrique subsaharienne, à 4,0 %, avant de se hisser à 4,3 % en 2026. En Amérique latine et aux Caraïbes, la croissance devrait ralentir à 2,2 % en 2025, puis revenir à 2,4 % en 2026. Dans les pays émergents et les pays en développement d'Europe, la croissance devrait également s'affaiblir et rester morose à 1,8 % en 2025 et 2,2 % en 2026.

Maintien de la croissance de l'activité économique et des tendances inflationnistes en Afrique subsaharienne

En Afrique subsaharienne, la croissance devrait se montrer plutôt stable en 2025, affichant un taux de 4,0% avant de se hisser à 4,3% en 2026.

La croissance économique se serait maintenue en 2024, au même niveau que l'année précédente, soit à 3,6%, avant d'accélérer à 4,2% en 2025, à mesure que les effets négatifs des chocs météorologiques antérieurs s'atténuent et que les contraintes d'approvisionnement se relâchent. Par rapport aux prévisions d'avril, les prévisions régionales sont révisées à la baisse de 0,2 point de pourcentage pour 2024 et à la hausse de 0,1 point de pourcentage pour 2025. En effet, la région connaît plusieurs conflits qui inhibent les perspectives d'investissement et de croissance, en plus des contraintes de financement liées aux politiques monétaires en vigueur dans les pays avancés. Outre le conflit en cours au Sud Soudan, qui a entraîné une contraction de 26% de l'économie du pays, l'économie nigériane ne s'est pas totalement remise sur une dynamique favorable pour booster, comme par le passé, la croissance subsaharienne. En effet, l'activité économique au Nigéria se serait maintenue à 2,9% en 2024, soit une baisse de 0,2 point de pourcentage par rapport aux prévisions d'avril 2024, avant d'atteindre 3,2% en 2025.

Au niveau mondial, l'inflation aurait continué à baisser, passant d'une moyenne de 6,7% en 2023 à 5,8% en 2024 et 4,3% en 2025. Toutefois, il y aurait plusieurs risques en face pour déstabiliser la tendance baissière du niveau général des prix. En outre, la désinflation devrait être plus rapide dans les économies avancées, avec une baisse de 2 points de pourcentage (pp) de 2023 à 2024 et une stabilisation à environ 2% en 2025. Dans les marchés émergents et les économies en développement, le rythme de la baisse de l'inflation serait moins important et l'inflation aurait diminué à 8,1% en 2023 et 7,9% en 2024, puis devrait baisser à un rythme plus rapide en 2025 pour atteindre 5,9%.

En Afrique subsaharienne, l'inflation a également ralenti, du fait du resserrement de la politique monétaire dans plusieurs pays. En effet, le taux médian d'inflation de la région serait passé de 7,0% en 2023 à 4,7% en 2024 et devrait s'établir 4,5% en 2025. Cependant, l'inflation reste à deux chiffres dans près d'un tiers des pays, dont l'Angola, l'Éthiopie et le Nigéria. Elle est, ainsi, supérieure à la fourchette cible dans presque la moitié de la région, en particulier dans les pays dont la politique

monétaire n'est pas ancrée par un taux de change fixe. En outre, le niveau des prix semblerait plus conséquent dans les pays exportateurs de pétrole où l'inflation serait même en hausse par rapport à 2023, passant de 19,7% à 27,3%, avant de baisser légèrement en 2025 pour se situer à 21,0%.

Regain d'activité et maîtrise de l'inflation dans la zone UEMOA en 2025

Au niveau de l'UEMOA, la croissance économique en 2025 ressortirait à 6,7%, contre 6,3% en 2024. Ce dynamisme économique serait soutenu par l'ensemble des secteurs, notamment avec l'exploitation des gisements de pétrole et de gaz. Toutefois, ces perspectives restent fragilisées par les effets des chocs climatiques, la volatilité des cours des matières premières, et la montée des tensions commerciales au niveau mondial.

L'inflation, au niveau régional, devrait rester modérée, en deçà du seuil communautaire de 3%, dans la plupart des Etats membres. Elle est projetée à 1,6% en 2025, contre 3,3% en 2024.

Evolution du taux de change de certaines devises par rapport au FCFA

Le dollar US et le rand Sud-africain se sont dépréciés par rapport au franc CFA à fin juin 2025 avec des taux respectifs de 6,2% et 3,9% comparativement à leur niveau en fin mars 2025. Le cedi ghanéen s'est échangé à la fin du deuxième trimestre 2025 à 55,3 FCFA soit une hausse de 41,5% par rapport à fin mars 2025. Le Franc suisse s'est échangé à 699,2 franc CFA en fin juin 2025 soit une hausse de 1,9% par rapport à fin mars 2025.

Comparativement à fin juin 2024, le dollar US et le rand se sont dépréciés respectivement de 6,6% et 3,8% en fin juin 2025. Le cedi ghanéen et le Franc suisse ont quant à eux connu une hausse respective de 36,7% et 2,5%.

Evolution des cours mondiaux de certaines matières premières.

- *Le cours du baril de pétrole*

Le cours mondial du baril de pétrole (average) est en baisse à fin juin 2025 ; il est ressorti à 69,1\$ US le baril contre 70,7\$ US à fin mars 2025, soit une baisse de 2,2% en un trimestre. Comparé à son niveau de juin 2024, le cours mondial du baril de pétrole est en baisse de 14,8%.

Le Brent quant à lui, est ressorti à 71,5\$ US le baril en juin 2025 contre 72,6\$ US à fin mars 2025 soit une baisse de 1,5%. Comparé à son niveau de juin 2024, il enregistre une baisse de 13,5%.

- *Le cours mondial de l'or*

En juin 2025, le cours de l'or enregistre une hausse de 12,4% par rapport à mars 2025. En effet, le cours de l'or s'est affiché en moyenne, à 3 352,7 \$ US l'once en juin 2025 contre 2983,3 \$ US l'once en mars 2025. Comparativement à fin juin 2024, le cours de l'or a enregistré une hausse de 44,1%.

Converti en francs CFA, l'or s'est échangé en moyenne à 67 292 FCFA le gramme en juin 2025, en hausse de 5,5% par rapport à mars 2025 (63 807 FCFA) et en hausse de 34,5% en une année (50 020 FCFA en juin 2024).

- *Le cours mondial du coton*

Le cours du coton sur les marchés mondiaux connaît une hausse de 0,8% en un trimestre en passant de 1712,5\$ US la tonne en mars 2025 à 1725,8 \$ US en juin 2025. Par rapport à fin juin 2024, il décroît de 5,9%. Converti en francs CFA, la fibre de coton vaut 981,7 FCFA le kilogramme en juin 2025 contre 1038,1 FCFA le kilogramme en mars 2025, soit une baisse de 5,4%. Par rapport à juin 2024, le cours du coton connaît une baisse de 12,1%.

2. ECONOMIE NATIONALE

Un regain d'activité sous une timide croissance du PIB réel au deuxième trimestre

Au deuxième trimestre 2025, l'activité économique connaît une timide amélioration et s'affiche à +0,3% en rythme trimestriel. Cette légère performance s'explique essentiellement par une hausse de la valeur ajoutée des secteurs primaire et tertiaire. En effet, la valeur ajoutée du secteur primaire croît de 2,9% imputable à l'agriculture hors égrenage de coton (+3,3%) et à l'égrenage de coton (+13,4%). La hausse de la valeur ajoutée dans le secteur tertiaire (0,4%) est en lien avec la performance observée dans les services financiers et assurances (+9,5%), le commerce et réparation (+0,2%) et les activités professionnelles, scientifiques, techniques, services de soutien et de bureau (+22,8%). Quant au secteur secondaire, elle enregistre une baisse de 4,7% attribuable principalement au recul des activités extractives (-14,9%) et manufacturières (-0,8%).

En glissement annuel, le PIB réel croît de 2,6% au deuxième trimestre 2025. Ce rythme de croissance est porté positivement par les secteurs primaire (+7,9%), et tertiaire (+1,6%). Les impôts et taxes augmentent de 3,9%. Le secteur primaire devient le moteur de la croissance avec une contribution de 1,7 point de croissance

devant le secteur tertiaire avec 0,7 point de croissance, le secteur secondaire avec une contreperformance de -0,1 point de croissance et les impôts et taxes nets sur les produits qui contribuent à hauteur de 0,4 point de pourcentage.

2.i. LA PRODUCTION AGRICOLE

La production céréalière croît fortement en 2024

Selon le bilan céréalier, la production céréalière brute est estimée à 5 960 741 tonnes. Cette production est en hausse respectivement de 23,3% et de 20,8% par rapport à la campagne agricole précédente et à la moyenne des cinq dernières années. De façon spécifique, Le bilan céréalier prévisionnel 2024 / 2025 fait ressortir que :

La production du mil local est ressortie à 917 014 tonnes, soit une hausse de 5,2% par rapport à la campagne passée et 7,1% par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes agricoles ;

La production du maïs s'est affichée à 2 200 559 tonnes, soit une hausse respective de 7,1% et 12,7% par rapport à l'année précédente et à la moyenne quinquennale.

La culture du blé, soutenue dans le cadre de la souveraineté alimentaire nationale enregistre une production de 4 117 tonnes.

La production du sorgho blanc est estimée à 1 734 954 tonnes, soit une hausse de 67,9% par rapport à la campagne agricole passée. Par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes, cette production est en hausse de 46,0% ;

La production du sorgho rouge est estimée à 482 645 tonnes, soit une hausse de 16,9% par rapport à la campagne agricole passée. Par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes, cette production est en hausse de 7,7% ;

La production du riz est ressortie à 606 040 tonnes, correspondant à une hausse de 36,3% par rapport à la production définitive de la campagne agricole 2023-2024 et à une hausse de 26,7% par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes ;

Le fonio enregistre une production de 15 412 tonnes, en baisse de 9,6% par rapport à la production définitive de la campagne agricole précédente et une hausse de 25,2% par rapport à la moyenne quinquennale.

La production définitive des cultures de rente hors coton est ressortie à 1 283 537 tonnes et la production totale des cultures de rente ressortirait à 1 973 223 tonnes et est en hausse respectivement de 21,6% par rapport à la campagne passée et de 9,0% par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes.

2.ii. Industries et mines

« Baisse trimestrielle de la production industrielle au deuxième trimestre 2025 »

Au deuxième trimestre 2025, la production industrielle a enregistré une baisse de 0,7% par rapport au trimestre précédent, imputable essentiellement aux industries extractives (-3,1%) et manufacturières (-2,3%). Cette baisse est atténuée par la hausse de la production des industries de production et de distribution d'électricité, de gaz et d'eau (+12,9%).

Le recul des activités manufacturières est imputable principalement aux activités de fabrication de boissons (-72,9%), de fabrication du papier et du carton (-5,5%) et aux activités de fabrication du textile (-21,9%). La baisse dans la branche des industries manufacturières est aussi atténuée par un regain de croissance de sous-branches telles que la fabrication de produits alimentaires (+132,0%) et de fabrication d'articles d'habillement (+273,1%).

En glissement annuel, la production industrielle est en baisse de 1,8% au deuxième trimestre 2025. Cette baisse s'explique essentiellement par une baisse des activités des industries extractives (-11,3%), des activités d'égrenages de coton (-81,7%) et des industries manufacturières (-0,1%).

2.iii. Eau et transports

La consommation totale d'eau potable en baisse au deuxième trimestre

A fin juin 2025, le nombre d'abonnés actifs de l'ONEA et les bornes fontaines s'élève à 551 992 soit une augmentation de 1,0% par rapport à fin mars 2025. La consommation totale d'eau potable de juin 2025 est en baisse en un trimestre de 10,9% constatée sur tous les secteurs de consommation avec les « Ménages » (-12,8%), les « Grandes maisons et industrie » (-13,8%) et les « collectivités et communes » (-22,6%), les trois secteurs ayant connu les plus grandes variations.

Hausse du trafic aérien de passagers en juin 2025

Le nombre total de passagers (débarqués et embarqués) en juin 2025 affiche une hausse 9,0% par rapport à mars 2025. Cette croissance du nombre de passagers est due à l'ensemble des départs et des arrivées qui sont en hausse respective de 3,4% et 15,6% en un trimestre.

En glissement annuel, le nombre total de passagers est en baisse de 21,3% en passant de 165 001 passagers en juin 2024 à 129 804 en juin 2025. Par contre, le nombre de passagers en transit passe de 42 470 à 57 528 soit une hausse annuelle de 35,5%.

2.iv. Commerce extérieur

Balance commerciale excédentaire au deuxième trimestre 2025

Les exportations de biens en valeur ont connu une hausse de 13,5% (+184,4 milliards de FCFA) au deuxième trimestre 2025 par rapport au trimestre précédent. Cette hausse trimestrielle est imputable principalement à l'exportation de l'or en progression de 14,0% et des fruits qui ont connu un bond record de 310,1% (+79,5 milliards de FCFA).

La baisse de la production de l'or industrielle en quantité au deuxième trimestre (-18,6%) est soutenue par un cours mondial de 67 292 FCFA le gramme en hausse de 5,5%. Ces évolutions conjuguées ont permis un apport de 166,6 milliards de FCFA à la balance commerciale.

En glissement annuel, les exportations sont passées de 817,1 milliards à 1 554,6 milliards de FCFA, soit une hausse significative de 90,3% due à une montée de 34,5% du cours mondial de l'or.

Quant aux importations, elles sont estimées à 1 053,6 milliards de FCFA au deuxième trimestre 2025 contre 969,0 milliards de FCFA au trimestre précédent, soit une hausse de 8,7%. Par rapport au même trimestre de l'année précédente, les importations ont augmenté de 15,9% (+144,7 milliards de FCFA).

Le taux de couverture se situe à 147,5% avec une progression de 4,3 points de pourcentage par rapport au premier trimestre 2025. En glissement annuel, le taux de couverture a connu une croissance de 64,1 points de pourcentage. L'excédent commercial au deuxième trimestre 2025 est de 501,0 milliards de FCFA. Comparativement au deuxième trimestre 2024 dont le déficit commercial a été de 91,8 milliards de FCFA, l'excédent commercial du deuxième trimestre 2025 fait ressortir une amélioration de 592,7 milliards de FCFA.

2.v. Prix à la consommation

Bonne maîtrise de l'inflation au deuxième trimestre

Au deuxième trimestre 2025, le niveau général des prix à la consommation hausse de 1,7% en glissement trimestriel et de 1,5% en glissement annuel.

La hausse trimestrielle est soutenue principalement par les "produits alimentaires et boissons non alcoolisées" (+3,8%), les "boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants" (+1,4%) et les "restaurants et services d'hébergement" (+2,4%). Cette hausse est

atténuée par la baisse des prix de l' "ameublement, équipement ménager et entretien courant du ménage" (-0,1%).

Quant à l'inflation en glissement annuel, elle est expliquée essentiellement par la hausse des prix au niveau des divisions de consommation "produits alimentaires et boissons non alcoolisées" (+5,8%), "boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants" (+9,1%), "restaurants et services d'hébergement" (+3,1%) et le "transport" (+1,2%).

A fin juin 2025, l'inflation moyenne des 12 derniers mois est de 3,5%. L'indice global qui affiche une hausse annuelle de 1,5% masque en réalité des mouvements contraires entre différentes divisions de consommation ; certains connaissant des pressions inflationnistes importantes tandis que d'autres affichent une stabilité remarquable voire une déflation.

2.vi. Finances publiques

Amélioration du solde net de gestion budgétaire à fin juin 2025

Au deuxième trimestre 2025, la mobilisation des ressources budgétaires fait ressortir un taux d'exécution annuel de 48,6%. En effet, les recettes s'élèvent à 1 580,8 milliards de FCFA pour une prévision annuelle de 3 251,0 milliards de FCFA. Les recettes fiscales (1 386,5 milliards de FCFA) représentent 87,7% du total des recettes mobilisées. Elles sont dominées par les impôts sur les biens/services (672,4 milliards de FCFA) et les impôts sur le revenu, les bénéfices et les gains en capital (496,2 milliards de FCFA). Les dons (74,8 milliards de FCFA) et autres recettes (119,5 milliards de FCFA) progressent faiblement et restent en dessous de leurs niveaux un an plutôt.

Pour les dépenses totales, elles ont été exécutées à hauteur de 1 821,9 milliards de FCFA au deuxième trimestre 2025 pour une prévision annuelle de 3 706,5 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 49,2%.

Comparativement au deuxième trimestre 2024, les ressources mobilisées ont progressé de 88,9 milliards de FCFA (+6,0%). Cette hausse est la résultante d'une augmentation des recettes fiscales de 122,9 milliards de FCFA (+9,7%), une baisse des dons extérieurs de 19,7 milliards de FCFA (-20,9%) et des autres recettes de 14,3 milliards de FCFA (-10,7%).

Les dépenses sont en hausse de 14,7 milliards de FCFA (+0,8%) comparées au deuxième trimestre 2024. Cette hausse est la résultante de la progression des charges de 62,2 milliards de FCFA (+5,2%) et une baisse des transactions sur des actifs non financiers de 47,6 milliards de FCFA (-7,8%).

Le solde net de gestion est ressorti positif au deuxième trimestre 2025 et s'est affiché à 319,7 milliards de FCFA traduisant une couverture de l'ensemble des charges par les recettes. Par rapport au même trimestre de l'année précédente, le solde net de gestion est en amélioration de 26,6 milliards de FCFA. A fin juin 2025, il ressort un

besoin de financement de 239,7 milliards de FCFA en amélioration de 80,1 milliards de FCFA comparativement à fin juin 2024.

2.vii. Situation monétaire

Afflux des actifs extérieurs nets et des créances intérieures au deuxième trimestre

Au deuxième trimestre 2025, l'évolution des agrégats monétaires fait ressortir une hausse trimestrielle des actifs extérieurs nets de 89,4 milliards de FCFA (+3,8%). Cet afflux est imputable aux actifs extérieurs nets de la banque centrale qui ont progressé de 135,5 milliards de FCFA et une régression de ceux des banques en baisse de 46,2 milliards de FCFA. Sur un an, les actifs extérieurs nets ont enregistré une hausse de 331,8 milliards de FCFA (+15,8%).

Les créances intérieures ont connu une hausse trimestrielle de 62,5 milliards de FCFA (1,3%). Cette hausse est la résultante d'un afflux des créances sur l'Administration Centrale de 105,2 milliards de FCFA (+14,5%) et d'un reflux des créances nettes sur les autres secteurs de 42,7 milliards de FCFA (-1,0%).

Par rapport au deuxième trimestre 2024, les créances intérieures ont progressé de 127,4 milliards de FCFA (+2,7%).

La masse monétaire (M2) au deuxième trimestre 2025 est ressortie à 6 231,1 milliards de FCFA, en hausse de 109,8 milliards de FCFA (+1,8%) comparée au premier trimestre 2025. Par rapport au deuxième trimestre 2024, la masse monétaire a progressé de 302,5 milliards de FCFA (+5,1%).

Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD)

Directeur Général : **Toubou RIPAMA**

Directeur Général Adjoint : **Bernard BERE**

Directeur des Statistiques et des Synthèses Economiques : **Barbi KABORE**

Chef de Service de la Prévision et de l'Analyse de Conjoncture : **Issaka NIANGAO**

Responsable de la publication : **Germain GOUBA**

Distribution : **Direction de l'Informatique et du Management de l'Information Statistique**

Pour toute information, s'adresser au Service de la Prévision et de l'Analyse de Conjoncture

Tél : (226) 25 49 85 00 Avenue Pascal ZAGRE, Ouaga 2000, 01 BP 374

Ouagadougou 01, BURKINA FASO ; Site Web: www.insd.bfwww.insd.bf;

Email: insd@insd.bf